

Confrontée à la pression publique, l'UE revoit l'utilisation de drones de l'armée israélienne en Méditerranée

9 novembre 2020



- Le contrat de drones EMSA avec Elbit a pris fin après qu'une pétition « Stop aux drones israéliens tueurs » a recueilli 10 000 signatures
- Frontex a des contrats avec IAI (Industrie israélienne aérospatiale) et Elbit pour des drones.

Bruxelles / Ramallah, 9 novembre 2020 - La société portugaise CeiiA a décidé de ne pas renouveler la location de deux drones de la firme israélienne d'armement Elbit, destinés aux patrouilles frontalières et à

d'autres missions effectuées pour l'Agence Européenne de Sécurité Maritime (EMSA en anglais, AESM en français). Cette décision intervient à la suite de la pétition « Stop aux drones israéliens tueurs » lancée par Un Monde Sans Murs Europe, soutenue par 46 organisations et signée par plus de 10 000 citoyens européens exigeant de mettre fin au contrat et à l'utilisation de drones. Malheureusement, cela ne signifie pas la fin de l'utilisation de drones militaires pour la sécurité des frontières de l'UE. L'agence de gardes-frontières européenne Frontex a passé des contrats avec IAI, la firme israélienne aérospatiale et avec le département des drones d'Elbit, tandis que la Grèce a commencé à louer des drones d'IAI pour les patrouilles frontalières également.

Frontex et les États membres de l'UE pourraient exiger de EMSA la fourniture de drones Hermès d'Elbit servant à détecter et à intercepter des bateaux de migrants, entre autres missions. Au début de cette année, un de ces drones s'est écrasé en Crète alors qu'il surveillait les frontières maritimes de la Grèce. Elbit Systems développe la production de ses drones de concert avec l'armée israélienne et en fait la promotion comme testée sur le terrain – sur les Palestiniens. La firme fournit 85% des drones utilisés par Israël dans ses attaques militaires répétées et dans le siège inhumain ininterrompu de Gaza.

Plus tôt dans l'année, la Grèce a annoncé qu'elle allait louer des drones Héron de IAI, connus pour les mêmes raisons que les drones Hermès, pour étendre sa capacité en matière de sécurité. Et le mois dernier, Frontex a annoncé un contrat de 650 millions d'euros avec Airbus (IAI en étant sous-contractant) et Elbit pour des vols de surveillance par drones en Méditerranée, pour les deux années à venir. Avec ces contrats, Frontex franchit un pas de plus dans son action pour sécuriser les frontières, dans l'extension de son rôle dans la politique migratoire et frontalière de l'UE par l'acquisition son propre équipement, au lieu de compter sur celui des États membres de l'UE. Pour des réfugiés qui tentent de traverser la Méditerranée, cela peut avoir des conséquences plus dévastatrices, en particulier au vu de publications récentes au sujet de la complicité de Frontex dans des marche-arrière illégales de Grèce vers la Turquie et des renvois vers la Lybie. Un autre point d'achoppement est que ce que les firmes sous contrat peuvent faire avec les données brutes collectées par les missions de drones, en dehors de le mettre à la disposition de Frontex, reste à clarifier.

« L'arrêt de l'utilisation de drones d'Elbit par EMSA montre que la pression publique a un impact sur les pratiques contraires à l'éthique et éclaire les stratégies commerciales atroces des firmes d'armement israéliennes » dit Aneta Jerska (ECCP) de Un Monde Sans Murs Europe. « Le nouveau contrat de Frontex et l'utilisation croissante de drones, dont beaucoup émanent de firmes israéliennes, pour cibler les réfugiés aux frontières de l'Europe, signifie qu'il nous faut exercer beaucoup plus de pression pour arrêter la politique mortelle anti migratoire de l'Europe et le financement de l'industrie d'armement israélienne par l'UE ».

Le mardi 10 novembre (15h CET) Un Monde Sans Murs Europe organise un webinaire « Le lien UE-Israël : Militarisation, Migration et Apartheid ». Des intervenants de Who Profits, Stop Wapenhandel, Legal Center Lesvos, Sea Watch et Migreurop débattront de la militarisation des frontières de l'UE, du rôle des firmes israéliennes d'armement et des moyens d'agir contre cet état de fait.

Traduction : SF pour l'Agence Media Palestine

Lire aussi : [Source : CECP](#)

• [Emplacement](#) : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [Espace presse](#) > [Communiqués](#) >

• [Adresse de cet article](#) :

<https://stopcolonies.fr/Confrontee-a-la-pression-publique-l-UE-revoit-l-utilisation-de-drones-de-l>

